

Sogip

*Blog veille du programme SOGIP :
échelles de gouvernance et peuples
autochtones*

ONU : Le caucus autochtone d'Amérique latine considère la globalisation néolibérale comme une nouvelle forme de colonisation

Publié le 21/05/2012 by [Laurent Lacroix](#)

Dans le cadre du débat autour de la « Doctrine de la Découverte », objet central de la 11^{ème} session de l'Instance Permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (7-18 mai 2012), le caucus autochtone d'Amérique latine a présenté et lu la déclaration suivante :

Déclaration des peuples autochtones de Abya Yala

Abya Yala est le berceau de grandes civilisations qui ont légué de précieuses connaissances au monde (aliments, technologies, formes d'organisation sociale et politique, cultures) qui, encore aujourd'hui, suscitent l'étonnement. Un processus unique et singulier qui a été interrompu avec l'invasion européenne en 1492. Dépossédés, poursuivis, massacrés aux travaux forcés, interdits de porter nos vêtements et de parler nos langues, de pratiquer notre spiritualité, nous, les peuples autochtones nous avons cependant résisté. Nous conservons des principes et des pratiques ancestraux comme la réciprocité et la complémentarité, notre identification à la Terre-Mère, nos propres systèmes collectifs de travail et d'économie, d'organisation sociale, nos systèmes d'autorité et de justice, notre culture.

Pour nous envahir, nous soumettre, nous piller et nous décimer, les conquistadores européens se sont dotés de deux instruments, la croix et l'épée, pour nous imposer leur doctrine : un seul dieu, un seul roi. Ils ont obtenu une bulle papale qui leur octroyait ces terres avec la condition d'évangéliser les autochtones (extirper les idolatries). Et ils inventèrent le racisme, le concept criminel de races « supérieures » et « inférieures » comme base idéologique de celui-ci et des génocides qui ont suivi.

Cela est l'origine cruelle du capitalisme, de la période d'accumulation du capital. Mais la colonisation commencée il y a 500 ans se poursuit aujourd'hui encore. En Amérique, à la suite des indépendances formelles, les républiques ont maintenu les institutions coloniales. Et au cours des deux dernières décennies du siècle passé, les puissants du nord ont entrepris une nouvelle colonisation : la globalisation néolibérale.

Nos Etats se soumettent plus encore au pouvoir des firmes multinationales qui sont les caravelles du présent. Au nom du développement, ils re-primarisent les économies en soutenant les activités d'extraction : la mine, le pétrole, les forêts, l'eau, la biodiversité et les méga-projets. Ces firmes multinationales envahissent nos territoires autochtones avec le soutien des Etats et criminalisent notre protestation face à cette violation systématique des droits. Le nouveau dieu et le nouveau roi, c'est le libre commerce. Notre Terre-Mère est maltraitée par l'exploitation minière, par les méga-projets d'infrastructure créés pour piller nos ressources. Et au nom de la sécurité, sur tout le continent s'installent des bases militaires, nationales et étatsuniennes, précisément dans les lieux où se trouvent les biens naturels qui, pour l'Occident, ne sont rien de plus que des « ressources stratégiques », celles-ci qui, dans leur immense majorité se trouvent dans nos territoires autochtones. Ce modèle néolibéral extractiviste de mise à sac et de maltraitance de la Terre-Mère ne donne

plus : les multiples crises qui frappent la planète, sociales, culturelles, économiques, environnementales, paradigmatiques, mettent en évidence les limites de ce système, incapable de se maintenir lui-même. C'est une crise de civilisation occidentale, dans laquelle le changement climatique est le symptôme et la conséquence la plus évidente. Pour l'affronter, les puissants accentuent ce qui a provoqué la crise. Les fausses solutions basées sur les mécanismes de marché. REDD et toutes ses variantes, les bons de carbone, les mécanismes de développement propre, les agrocombustibles, les énergies propres. Et pour cela, ils passent outre nos droits territoriaux, à la consultation et au consentement préalable, libre et informé, à la libre-détermination.

Les Etats organisent des sommets mondiaux dans lesquels, nous, les peuples autochtones qui sommes les plus affectés, n'avons pas d'espaces réels de participation et où les décisions sont prises par les pays les plus puissants, les grands responsables de la crise climatique qui, maintenant, nous parlent de développement durable et d'économie verte seulement pour échapper à leurs responsabilités et maintenir leurs politiques néolibérales de saccage et de maltraitance de la Terre-Mère.

Face à cela, nous recommandons aux Etats :

- Le respect et la garantie pour l'exercice des droits des peuples autochtones à la libre-détermination, aux territoires, aux biens naturels, à la consultation et au consentement préalable, libre et informé ;
- La participation, la consultation et le consentement préalable, libre et informé pour tous les programmes sur le changement climatique, le développement durable, les projets d'extraction et d'infrastructure qui peuvent avoir un impact sur les droits autochtones ;
- Etablir des politiques de sauvegarde mentionnées dans la Déclaration sur les Droits des Peuples Autochtones et dans la Convention 169 de l'OIT pour tout programme sur le changement climatique le développement durable, les projets d'extraction et d'infrastructure qui peuvent avoir un impact sur les droits autochtones ;
- La zonification territoriale, économique et écologique ;
- L'intagibilité des glaciers, des sources des bassins, des zones de haute biodiversité ;
- Un moratoire sur les activités d'extraction sur nos territoires ;
- La reconnaissance et la protection des connaissances ancestrales, avec des garanties et des systèmes spéciaux de brevets ;
- Le changement de modèle néolibéral extractiviste et la reconnaissance de toutes les formes économiques existantes ;
- Un débat et l'adoption d'une Déclaration Universelle des Droits de la Terre-Mère.

Traduction libre et intégrale de Laurent Lacroix

Sources : multiples

Partager/Share



J'aime

article

Cette entrée a été publiée dans [Climat/Changements climatiques](#), [Consultation](#), [Droit international](#), [Environnement](#), [Histoire](#), [industries extractives](#), [Institutions internationales](#), [Mouvements autochtones](#), [Participation politique](#), [Ressources naturelles](#), [Uncategorized](#) et taguée [capitalisme](#), [colonisation](#), [déclaration Abya Yala](#), [doctrine de la découverte](#), [droit à la consultation et au consentement libres préalables et informés](#), [ONU](#), [participation à la prise de décisions](#). Ajouter aux Favoris le [permalien](#).

Sogip

Thème : *Twenty Ten* Un Blog WordPress.com.